

OUVRONS LA VOIE À UNE CIVILISATION DE PAIX



L'évolution du système capitaliste mondialisé exacerbe les violences structurelles

1) Le choc entre les besoins des habitants de la planète et la non-réponse fréquente des sociétés génèrent d'immenses frustrations qui constituent le terreau de nombre de violences.

Cette crise systémique mondiale accroît tous les problèmes de notre planète : environnement, pauvreté, pandémies, insécurité économique et sociale - personnelle et collective, et développe des violences de toutes natures, poussant les peuples et les individus dans une concurrence accrue.

Les conséquences sont dramatiques pour des millions de personnes, menaçant la survie des plus vulnérables, accroissant les inégalités et portant atteinte à l'environnement et à la diversité de la planète.

2) La domination de l'économie par des puissances financières privilégie l'argent plutôt que les besoins humains.

3) Les peuples ne sont pas responsables de cette situation, qui sert souvent d'alibi pour remettre en cause les acquis sociaux, et limiter l'accès aux droits humains élémentaires alors que s'affichent des profits et des fortunes révoltants.

Cela est aussi utilisé comme prétexte pour éloigner les peuples de l'exercice de leur souveraineté en favorisant les démarches autoritaires.

4) Les Institutions Financières Internationales qui échappent aux Nations Unies et sont organisées non pas sur le principe d'un Etat une voix mais « d'un dollar une voix » jouent un rôle particulièrement négatif à travers les programmes d'ajustement structurel qu'elles conduisent. Ce système tend à soumettre les peuples aux intérêts des grandes compagnies privées à travers la dette, la faim et la guerre. A travers la financiarisation de l'économie et la privatisation d'une grande partie des activités humaines le système renforce les logiques d'exploitation et de domination et les violences liées. A cet égard la réduction du rôle des Nations Unies (et d'autres outils du multilatéralisme, tels l'UA, l'OSCE etc.) sur les questions économiques et de développement, mais aussi de Paix, au profit d'organisations (G8, G20, OTAN) qui s'arrogent le droit de piloter le monde sans aucune légitimité, si ce n'est le droit du plus fort, ne fait qu'accroître les dangers pour le devenir et l'existence même de l'humanité.

5) Dans ce contexte l'éclatement de la bulle financière a provoqué un désastre dont le monde n'est pas encore sorti et qui menace sa paix et sa sécurité.

6) Cette crise suscite des peurs parfois légitimes mais souvent instrumentalisées. Ainsi, les questions de sécurité et de droits humains servent souvent de prétexte à l'augmentation des

dépenses d'armement qui accompagne des politiques de militarisation des relations internationales, de mercenarisation des armées, de policiérisation des sociétés.

7) Elle est aussi alimentée par des dépenses militaires qui atteignent le record mondial indécent de 1630 milliards de dollars [1] (+92% depuis 2002 (source SIPRI) alors que d'après les experts du PNUD 80 milliards de dollars par an pendant 10 ans suffiraient pour résoudre les plus grands problèmes auxquels est confrontée l'humanité (famine, accès à l'eau potable...).

8) Ces dépenses contribuent à perfectionner les armes nucléaires, à mettre au point de nouveaux types d'armement, à relancer la mise en place du bouclier antimissiles, à financer l'OTAN, à alimenter un inadmissible et dangereux commerce des armes entretenu principalement par les pays du G20, à pérenniser voir créer de nouvelles bases militaires à l'étranger.

9) Dans ce contexte, la mise en concurrence exacerbée des peuples et des individus associée à la non résolution de nombreux problèmes contribue à la montée des racismes, de la xénophobie, des intégrismes et des idéologies fascistes. En effet la tentation est forte d'exploiter cela comme diversion à des réalités économiques et sociales désastreuses et injustes. De là il n'y a qu'un pas pour utiliser la guerre comme exutoire à la colère des peuples, d'autant que les médias dominants sont de plus en plus concentrés dans de grands groupes fortement financés par le complexe militaro-industriel.

10) Ainsi, un régime de violences structurelles permanentes s'installe sur la planète en particulier dans les pays du sud qui sont victimes de guerres qui souvent résultent de la volonté de contrôler et d'exploiter des richesses en particulier minérales abondantes et stratégiques. Des frontières se construisent entre un « monde riche » qui vit en paix relative et se protège militairement et policièrement et un « monde pauvre » qui ne doit pas quitter ses frontières (dispositif FRONTTEX, frontière entre les USA et le Mexique...)

11) La crise s'accompagne par ailleurs de désastres environnementaux majeurs qui menacent les équilibres naturels en faisant prévaloir des logiques technologiques coupées des besoins sociaux fondamentaux.

12) **La politique actuelle de la France** s'inscrit dans cette logique.

Alors qu'elle pourrait jouer un rôle déterminant dans la construction de la paix elle a apporté et apporte encore son

soutien à des régimes dictatoriaux allant jusqu'à faire circuler les chars syriens sur les Champs Elysées le 14 juillet 2009.

13) En matière d'armement la France se situe au quatrième rang mondial pour ses dépenses militaires (source SIPRI), notamment à cause de la modernisation de ses arsenaux nucléaires.

14) Le Président de la République et le gouvernement français ont franchi une nouvelle étape dans la mise en œuvre de leur idéologie sécuritaire et xénophobe, basée sur la peur de l'autre et de l'avenir. Cette politique stigmatise des groupes sociaux désignés comme boucs émissaires d'une crise dans laquelle ils n'ont aucune responsabilité, interrogeant notre démocratie présentée comme un modèle.

Afghanistan : après 10 ans de guerre rien n'est résolu ; la France suit l'alliance atlantique avec l'OTAN sous tutelle américaine malgré 70 % de l'Opinion publique défavorable.

Libye : Après des années de soutien à Khadafi qu'elle avait armé,

la France n'est pas la généreuse qu'elle prétend être mais est plutôt intéressée par le pétrole. L'OTAN, et la France en son sein, n'ont pas respecté le mandat de l'ONU (bombardements, interventions terrestres). Cette guerre a fait des milliers de victimes civiles et a conduit à des exactions contre les minorités subsahariennes...

Palestine : la France n'a pas été active au plan diplomatique pour obtenir la reconnaissance des droits du peuple palestinien. Maintenant elle tergiverse sur la reconnaissance internationale pleine et entière d'un Etat de Palestine à côté d'Israël dans les frontières de 1967, même si les mobilisations l'ont contrainte à une reconnaissance à l'UNESCO, ce dont nous nous réjouissons.

Armes nucléaires : la France ne respecte pas les engagements qu'elle a pris au titre de l'article 6 du TNP en modernisant et développant sa puissance nucléaire. Elle coopère avec la Grande Bretagne à Valduc. Elle parle de possibles frappes préventives pour la défense de ses « intérêts vitaux ». Elle envisage de bombarder l'Iran préventivement, de construire un deuxième porte avion nucléaire, au lieu de s'appuyer sur l'illégalité de l'arme nucléaire pour agir en faveur de son abolition.

Armes à uranium appauvri : la France a voté contre le projet de résolution de l'ONU L. 19 visant à interdire l'usage des armements et munitions contenant de l'uranium.

Dépenses militaires : Le budget militaire et de la guerre est le deuxième budget du pays avec 35 milliards d'Euros, une nouvelle loi de programmation militaire confirme ces orientations. La dissuasion coûte 9 milliards par an. Les investissements en équipements prévus pour 2012 sont en augmentation de 3 %. A cela on doit ajouter 1.2 millions d'euros par jour pour la guerre en Afghanistan et la même somme en Lybie. Ces derniers crédits ne sont pas imputés sur le budget de la défense mais prélevés sur les autres budgets de la France au détriment des budgets sociaux.

Commerce des armes : la France se situe au quatrième rang mondial de ce marché de la mort.

15) **La politique française n'est vraiment pas favorable à la paix.** Elle tourne le dos aux obligations du droit international, en particulier à la charte des Nations Unies qui privilégie la prévention des conflits et recommande aux Etats de ne consacrer qu'une part minimale de leurs richesses à des dépenses d'armement (article 25 de la Charte). Elle s'inscrit en

fait dans le projet généralisé de contrôle militaire de la planète par les forces armées des USA et de leurs alliés à travers l'OTAN pour des enjeux de domination et d'exploitation des ressources. Elle tend à promouvoir l'OTAN comme gendarme du monde au lieu de renforcer la logique de paix et de coopération dont la Charte des Nations Unies est porteuse. **Au plan mondial** au cours des 10 dernières années, c'est à dire essentiellement depuis les attentats du 11 septembre 2001 le Mouvement de la paix observe deux types de processus :

16) **D'une part** les USA et de leurs alliés ont décidé de se lancer dans une logique guerrière au lieu de répondre aux grands problèmes qui se posent à l'humanité et de s'attaquer aux causes réelles d'un terrorisme condamnable à tous égards. Dix ans après on constate l'ampleur des désastres: la perte de centaines de milliers de vies humaines (800 000 rien qu'en Irak), la remise en cause des libertés à travers le Patriot Act aux USA, la systématisation de la torture dont Guantanamo et Abu Graïb sont deux tristes exemples.

17) Le bilan : c'est un échec total. Rien n'a été résolu au fond. Depuis 10 ans deux peuples (Irakien et Afghan) connaissent la guerre, une misère et des violences permanentes. Ainsi sont démontrés la nocivité et l'échec de la force comme moyen de solutionner les problèmes posés.

18) **A contrario** les peuples latino-américains et les peuples du Maghreb et du Moyen Orient se sont engagés dans des processus certes très différents mais qui présentent un trait commun. En effet dans des situations historiques et politiques différentes ils ont privilégié la lutte politique, malgré les conditions d'une répression féroce menée par des dictatures qui avaient le soutien de ceux-là même qui mènent des guerres dans le monde entier au nom des droits de l'Homme et de la démocratie et qui continuent de le faire .

19) Des résultats ont été obtenus. L'Amérique latine est sur le chemin d'évolutions démocratiques. Les peuples Tunisiens et Egyptiens ont fait chuter pacifiquement leurs dictateurs. Le peuple Syrien mène une lutte courageuse et pacifique pour faire valoir ses droits à la liberté et à la démocratie, tout en refusant toute intervention militaire extérieure. Ce mouvement de fond tend à modifier les équilibres géostratégiques et montre le chemin à suivre pour les peuples en quête de liberté, de justice sociale et de paix. Ils ont levé l'obstacle de la peur et montré que par l'action politique les peuples peuvent construire un avenir plus humain. Les manifestations des indignés dans de nombreux pays s'inscrivent dans cette dynamique. Les luttes et les résultats positifs obtenus (évolutions dans le monde Arabe, en Amérique Latine, reconnaissance de la Palestine à l'UNESCO, proposition positive de l'ONU et d'une majorité de pays pour le désarmement nucléaire, mouvement des Indignés, marche mondiale des femmes, succès des forums sociaux) mettent à mal l'idéologie du choc des civilisations car il montre que l'aspiration à la paix, à la justice, à la démocratie, à la liberté, est universelle et que nos luttes, du quartier à la planète, sont utiles et génèrent des résultats.

20) **Ce constat** nous renforce dans notre conviction de travailler à l'émergence d'une **culture de la paix** comme alternative aux dominations et violences économiques, sociales, politiques et militaires qui relèvent de la **culture de guerre**.

L'alternative : promouvoir une culture de paix à travers le monde

21) Les opinions publiques rejettent majoritairement les politiques de guerre et les violences sous toutes leurs formes. Ainsi une majorité de français demeure hostile à la présence française en Afghanistan. De nouvelles perspectives concrètes d'élimination des armes nucléaires existent : plan en 5 points du secrétaire général de l'ONU, projet de convention d'élimination des armes nucléaires, zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Ces perspectives sont majoritairement soutenues par les peuples, les institutions et près de trois-quarts des États.

22) Pour le Mouvement de la Paix, la construction d'un avenir humain partagé et durable entre les peuples, appelle des réponses humaines et solidaires, basées sur la satisfaction des besoins sociaux, le développement d'une démocratie active et la mise en œuvre de tous les droits humains comme nous y appelle les Nations Unies dans plusieurs textes fondamentaux.

En effet, les défis que doit affronter le monde exigent de changer de logique, de passer d'une culture de la guerre, de la domination et du chacun pour soi, à une culture de la paix, de la solidarité et du droit. D'ailleurs, des expériences allant dans ce sens ont déjà été conduites, par exemple à travers le CNR (Conseil National de la Résistance) qui a établi un programme politique, économique et social favorable à la solidarité et à la paix.

23) Partageons ressources et intelligences pour empêcher la dégradation de la vie sur la planète, utilisons nos énergies pour vaincre la pauvreté afin d'offrir aux générations futures un avenir meilleur en promouvant une Culture de la Paix définie par les Nations Unies comme « un ensemble de valeurs, attitudes, comportements et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les États ».

24) Dans ce cadre, la base de notre projet et du rassemblement que nous souhaitons promouvoir repose sur l'idée que la défense de la paix ne passe pas par le développement d'armements de plus en plus sophistiqués, d'outils militaires et de solutions de force, mais se construit à travers un processus généralisé de promotion de tous les droits humains lequel appelle des changements au plan des politiques mises en œuvre. C'est ce que nous appelons culture de paix dans le droit fil des orientations de la Charte des Nations Unies, de la résolution des Nations Unies sur la culture de la paix mais aussi des résolutions de l'ONU sur les droits économiques et sociaux.

25) *Le Mouvement de la Paix* entend pour cela rassembler les individus, quelles que soient leurs opinions philosophiques, religieuses ou politiques autour des 8 objectifs constitutifs de la culture de la paix selon les Nations Unies :

Renforcer la culture de la paix par l'éducation :

Comme l'indique le préambule de l'Unesco : «Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix...».Le premier objectif est d'assurer le droit à l'éducation pour tous et notamment pour les filles. Cela passe par la révision des programmes d'enseignement afin de promouvoir des valeurs, des comportements et des modes de vie qui vont dans le sens d'une culture de la paix tels que la résolution pacifique des conflits, le dialogue, la recherche de consensus et la non-violence. Une telle approche éducative devrait par ailleurs être dictée par les objectifs suivants :

Promouvoir la paix et la sécurité internationales :

Les acquis de ces dernières années en matière de sécurité humaine et de désarmement - dont les traités concernant les armes nucléaires et le traité contre les mines anti-personnel- devraient nous encourager dans nos efforts en ce qui concerne, par exemple, la négociation de règlements pacifiques des différends, l'élimination de la production et du trafic illicite d'armes, les solutions humanitaires dans les situations de conflit, les initiatives visant à remédier aux problèmes qui surgissent après les conflits.

Promouvoir le développement économique et social durable :

par la réduction des inégalités économiques et sociales, l'éradication de la pauvreté, la sécurité alimentaire durable, la justice sociale, des solutions durables aux problèmes de la dette, l'autonomisation des femmes, des mesures spéciales pour les groupes aux besoins particuliers, la durabilité environnementale,

Promouvoir le respect de tous les droits de l'Homme :

les droits de l'homme et la culture de la paix sont complémentaires ; lorsque la guerre et la violence prédominent, il est impossible d'assurer les droits de l'homme; de la même façon, sans droits de l'homme, sous toutes leurs formes, il ne peut exister de culture de la paix...

Assurer l'égalité entre les hommes et les femmes :

par la pleine participation des femmes dans la prise de décision économique, sociale et politique, par l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence contre les femmes, par l'appui et l'aide aux femmes qui se retrouvent dans le besoin.

Favoriser la participation démocratique :

Parmi les fondations indispensables à la réalisation et au maintien de la paix et de la sécurité figurent des principes, des pratiques et une participation démocratique dans tous les secteurs de la société, un gouvernement et une administration transparents, la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, la corruption, les drogues illicites et le blanchiment d'argent...

Développer la compréhension, la tolérance et la solidarité :

Pour abolir les guerres et les conflits violents, il faut transcender et dépasser les images de l'ennemi par la compréhension, la tolérance et la solidarité entre tous les peuples et toutes les cultures. Apprendre de toutes nos différences par le dialogue et l'échange d'informations est un processus qui ne peut être qu'enrichissant...

Soutenir la communication participative et la libre circulation de l'information et des connaissances :

La liberté de l'information et de la communication et le partage de l'information et des connaissances sont indispensables pour une culture de la paix. En même temps, des mesures doivent être prises pour contrecarrer la promotion de la violence par les médias. v compris par les nouvelles technologies de l'information et de la communication...

Formuler des exigences citoyennes pour une France et une Europe actives en faveur de la paix

Les problèmes qu'affronte l'humanité sont graves. Les engagements pris par les chefs d'Etat en l'An 2000 et réaffirmés en 2005 pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) destinés à réduire de moitié la pauvreté dans le monde ne sont pas tenus.

Cependant jamais l'humanité n'a autant qu'aujourd'hui disposé de moyens pour résoudre ces problèmes et créer les conditions afin que chaque être humain puisse vivre en paix et en sécurité physique, sociale, médicale, nutritive et environnementale.

La « sécurité humaine » conçue comme le respect des droits, individuels et collectifs, et la satisfaction des besoins, fondée sur une éthique de solidarité, doit devenir la référence commune pour promouvoir un développement durable,

soutenable par la planète, partagé et respectueux de l'environnement.

Au premier rang des besoins, figure le droit pour tous de vivre en paix et en sécurité, dans des frontières garanties et reconnues, le droit de vivre sans craintes en tous lieux et à tout moment de sa vie.

Les tensions majeures de ces dernières années se concentrent autour de l'affrontement de deux conceptions des relations internationales: le droit et la démocratie, ou l'autoritarisme et l'injustice. Pour le Mouvement de la Paix, l'enjeu est le dépassement de la vieille culture de guerre, même relookée dans les habits de l'humanisme, héritage d'un passé de dominations, d'obscurantisme et d'ignorance, par une Culture de Paix.

Ce choix représente un véritable enjeu de société, sur lequel les peuples et leurs représentants ont à se prononcer dans la perspective de la construction des alternatives pour un autre monde.

Ce choix nous en formulons les contours concrets à travers des urgences, objectifs et exigences citoyennes pour cultiver la paix du quartier à la planète, en nous exprimant pour une

France et une Europe actives en faveur : de solutions de paix dans les conflits, du désarmement nucléaire, d'une Culture de Paix et de la non-violence, de l'Education à une Culture de Paix et à la non-violence, de la réduction des dépenses militaires, de l'interdiction du commerce des armes et pour la reconversion des industries d'armement, en faveur d'une Organisation des Nations Unies plus démocratique et plus efficace, en faveur d'une Europe sociale et pacifique œuvrant pour le désarmement.

Agir à travers des campagnes d'opinion pour obtenir des décisions politiques concrètes (pour les détails, voir fiches annexes)

Les principales campagnes se développent sur le moyen et long terme pour :

- la diminution des dépenses d'armement au profit de la satisfaction des besoins humains
- le désarmement nucléaire et l'interdiction des armes à uranium appauvri
- le contrôle de la production et l'interdiction du commerce de toutes les armes, y compris les armes légères, et des salons des armements (ce qui implique la suppression des paradis fiscaux),
- la dissolution de l'OTAN, la revalorisation du rôle des Nations Unies par le respect de leur Charte y compris dans le fonctionnement de l'ONU.
- la fermeture de toutes les bases militaires à l'étranger
- la souveraineté des peuples et notamment la reconnaissance internationale d'un Etat de Palestine

- l'éducation à la culture de paix et la promotion de journée internationale de la paix
- actions pour la justice et le respect des droits humains.

Face au poids du complexe militaro-industriel qui tire profit de la culture de guerre, une autre campagne doit être conduite, c'est celle du renforcement du Mouvement de la Paix car c'est une des conditions de l'élargissement du mouvement d'opinion. Ce renforcement s'effectuera en particulier à travers l'action des comités de paix et des réseaux partenaires mais aussi via les synergies mises en place avec les collectivités locales et les institutions comme en témoigne le succès grandissant des semaines pour la paix construites autour de la journée internationale de la paix du 21 septembre.

Développer un mouvement d'éducation populaire et de transformation sociale pour une culture de la paix et de la non-violence

Un mouvement fondé sur l'activité de comités locaux.

26) Le Mouvement de la Paix est fondé sur l'engagement individuel et l'activité de comités locaux qui sont autant de centres d'initiative. Nous visons à l'existence de comités sur tout le territoire national avec pour objectif de doubler le nombre d'adhérents et de membres associés dans les 3 ans à venir. Dans cet effort nous aurons une attention particulière pour la jeunesse dont les Rencontres Internationales de Jeunes ont montré combien l'apport peut être décisif.

27) Afin d'assurer la représentation et la participation effective de tous les comités au conseil national, d'avoir une plus juste représentation géographique des régions au sein du bureau national, nous travaillerons à créer les conditions pour que l'aspect financier ne soit pas l'obstacle à la participation des personnes et/ou des comités aux instances nationales.

28) Nous viserons à l'accroissement des moyens financiers pour permettre aux comités d'initier et de mettre en œuvre au plan local des projets innovants et ambitieux et aux instances nationales de coordonner et d'animer la vie du mouvement et d'assurer notre représentation effective au plan national et international.

29) La culture de la paix pour sa mise en œuvre nécessite des convergences. Le Mouvement de la Paix favorisera celles-ci en en prenant lui-même l'initiative tant au plan local que national et international et en participant aux initiatives proposées par des collectifs et/ou réseaux.

30) A cet effet nous entendons diversifier nos outils de communication (planète paix - site web National-blog pour chaque comité-Synergie- revue et/ou site du 21 septembre, **MvtPaix TV** sur YouTube et Dailymotion) et favoriser le développement de réseaux thématiques permettant l'émergence d'une intelligence collective favorisant le développement et la qualité de nos activités du plan local au plan international.

31) Nous avons aussi la responsabilité de travailler sur nos expressions pour viser une meilleure compréhension par l'opinion publique. Enfin l'amélioration de nos pratiques nécessite des moments spécifiques de mutualisations (type forum des comités) mais aussi le développement de formations à tous les niveaux.

Favoriser l'émergence d'un mouvement mondial pour une culture de paix.

32) Nous avons besoin et veillerons à favoriser l'émergence d'un mouvement mondial pour une culture de la paix. Des forums continentaux et/ou intercontinentaux pourront y trouver place. Ainsi nous contribuerons à développer des espaces de convergences, de résistances, et d'alternatives dans le cadre de la mondialisation.

33) Ces convergences s'expriment à travers des réseaux internationaux (ICAN, Abolition2000, Marche Mondiale des Femmes, AMCP – Action Mondiale Contre la Pauvreté, Réseaux CADTM, Des Ponts Pas Des Murs. etc...) et des Forum alternatifs (forum Mondial de l' eau, Forum Alternatif Rio +20 sur le développement durable, forum sur l'urgence climatique, réseaux de solidarité internationale, participation au processus des forums sociaux régionaux, thématiques et mondiaux, forums alternatifs lors des sommets (du G20, G8, sommet de l'Otan).

34) Un mouvement mondial pour la culture de la paix peut fédérer les énergies de tous ceux qui, dans ou hors les organisations ou institutions « classiques », rejettent la violence qu'elle soit institutionnelle, sociale, économique, culturelle ou personnelle et œuvrent dans la vie quotidienne pour une humanité plus tolérante, plus coopérative, plus « humaine ».

35) Le renforcement de la place des citoyens et du poids d'opinions publiques plus conscientes de leur pouvoir d'intervention et de transformation est un enjeu de la construction d'un monde de paix durable et juste. Cela passe par une éducation aux médias et leur indépendance économique. C'est la diplomatie civile que nous sommes amenés à construire et que les institutions internationales appellent de leurs vœux pour rendre effective la Charte de l'ONU.

Conclusion

36) La paix ne se décrète pas et ne se conquiert pas. Elle se construit sur le droit en coopérant. La culture de paix et les enjeux mondiaux, tels que les objectifs du millénaire et la lutte contre le réchauffement climatique etc, constituent un réservoir de croissance et une alternative sociale au détournement des fonds publics que sont les budgets militaires et de l'armement au regard des besoins vitaux de l'humanité.

Adopté par le Congrès National du Mouvement de la Paix à Paris le Dimanche 13 Novembre 2011 à la bourse du travail.

37) Les pacifistes ne sont pas des chantres de la passivité, les pacifistes sont volontaristes et acteurs de la construction d'un autre monde possible. La mondialisation de la paix et la réaffectation des ressources qu'elle permettra est une nécessité. Elle constitue un objectif réaliste et atteignable. La paix est une perspective concrète qui permet de résoudre les problèmes auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée.